



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025 – 0349 du 05 DEC. 2025

Société Rustin

Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral n°00-3216 du 25 juillet 2000 autorisant la Société Rustin à exploiter une installation de fabrication de produits en caoutchouc sur le territoire de la commune de La Chartre-sur-le-Loir

Le préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1 et R. 181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une manufacture de caoutchouc du 21 octobre 1999 déposé par la société RUSTIN ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-3216 délivré le 25 juillet 2000 à la société RUSTIN pour l'exploitation d'installations de fabrication de produits en caoutchouc sises 102 rue Percheron sur le territoire de la commune de La Chartre-sur-le-Loir ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport du 28 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation du 21 octobre 1999 susvisé fait état de la présence de trois forages dans l'établissement permettant le pompage de l'eau dans la nappe d'accompagnement du Loir, chacun de ces forages étant équipé d'une pompe d'un débit nominal de 53 m³/h ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter la situation administrative de ces trois forages au regard de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) dont dispose l'article L. 214-2 susvisé du Code de l'environnement ;

Considérant que, comme en dispose l'article L. 181-14 susvisé du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du même code à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît

que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant que, comme le prévoit l'article R. 181-45 susvisé du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet ;

Considérant que, comme le rend possible le pénultième alinéa de l'article R. 181-45 susvisé du Code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur le présent arrêté n'a pas été sollicité ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 28 octobre 2025 reçu le 14 novembre 2025, et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 –

Au regard de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) dont dispose l'article L. 214-2 susvisé du Code de l'environnement, les installations de l'établissement RUSTIN sis 102 rue Percheron à la Chartre-sur-le-Loir relèvent des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique I.O.T.A.	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forages dans la nappe d'accompagnement du Loir	3	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 2 – Prescriptions particulières applicables aux forages

Article 2.1 - Identification des forages

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour chaque forage présent sur son site, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les informations suivantes :

- Masse d'eau concernée selon la codification nationale des masses d'eau
- Profondeur du forage
- Coordonnées Lambert II étendu (X(m) Y(m))
- Débit de prélèvement horaire maximal (en m³/h)

Article 2.2 – Utilisation des eaux prélevées dans les forages

Les eaux prélevées dans les forages sont réservées à des usages industriels.

Article 2.3 – Modifications des forages

Toute modification notable apportée par l'exploitant à au moins un des forages, à sa localisation, son mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation du 21 octobre 1999 susvisé afférent aux forages doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Article 2.4 – Protection de la ressource

Tout stockage de déchets, produit dangereux ou susceptible d'altérer la qualité des eaux est interdit dans un périmètre de 35 mètres autour du forage. L'exploitant maîtrise dans ce périmètre les eaux de ruissellement en vue d'éviter leur accumulation.

Article 2.5 – Aménagement des forages

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des forages, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de dispositifs appropriés à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage. L'exploitant veille à ce que le forage ne mette pas de nappes distinctes en communication.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de chaque forage. Il doit permettre un parfait isolement de chaque forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles.

En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur des forages est interdit par un dispositif de sécurité.

Les forages utilisés pour le prélèvement d'eau doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées et celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Article 2.6 – Suivi des prélèvements

Chaque forage est équipé d'un compteur volumétrique, dont l'affichage est infalsifiable, approprié au volume prélevé et d'un système permettant de connaître le volume cumulé de prélèvement.

Les moyens de mesure et d'évaluation des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

L'exploitant consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de chaque forage :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;
- les incidents survenus dans l'exploitation du forage et les volumes prélevés dans ces circonstances ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les données qu'il contient doivent être conservées trois ans par l'exploitant.

Article 2.7 – Conditions d'abandon

La mise hors service de tout forage est portée à la connaissance du préfet accompagnée des modalités de comblement répondant aux textes en vigueur. L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation.

Article 2.8 – Dispositions en cas de sécheresse

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement sont susceptibles de s'appliquer au site.

Article 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie du Mans et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie du Mans pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le

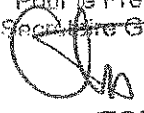
cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement) ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de La Flèche, le maire de La Chartre-sur-le-Loir, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet de la Sarthe,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Christine TORRES,

